



## **Déclaration de la Commission exécutive de l'Union départementale CGT 76**

Le 15 septembre, à Rouen, à la fin de la manifestation organisée par la CGT, FO, Solidaires et FSU pour l'abrogation de la loi travail, la CGT a du faire face à une offensive organisée. Des camarades CGT dont des responsables ont été agressés physiquement par un nervi, au moyen d'un casque, au moment des prises de paroles. Des menaces graves ont été proférées. Des militants CGT ont été insultés. Des tags orduriers ont été faits sur le camion sono que la CGT met à la disposition des organisations syndicales.

C'est un fait sans précédent dans le département. C'est une agression contre toute la CGT. L'avenir dira qui pilote ces actions de nervis.

Cette agression intervient dans un climat délétère.

Le Premier Ministre, depuis un an, n'a cessé d'insulter les syndicats (« syndicats-voyous »). Le Président du MEDEF s'est livré sur ce terrain à de la surenchère antisyndicale.

Le Premier ministre n'a cessé de criminaliser l'action syndicale. Le 31 août dernier, lors de la venue de Philippe Martinez, notre secrétaire confédéral au Havre pour l'assemblée de l'UD CGT 76, à 6 h du matin, la police aux ordres a arrêté 2 ouvriers dockers CGT à leur domicile pour les emmener immédiatement en garde à vue à Paris.

Il est tant que tout cela s'arrête !

La CE de l'UD assure les camarades CGT agressés le 15 septembre, de son soutien le plus complet. L'UD prendra les mesures nécessaires pour garantir le droit de manifester et la sécurité de nos cortèges syndicaux.

La CGT ne se laissera pas intimider, la CE de l'UD avec toute la CGT, (et avec l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL et FIDL) continuera d'agir pour :

- Défendre les libertés syndicales.
- Arracher l'Abrogation de la loi Travail.
- Défendre les conquêtes ouvrières et démocratiques.

Adoptée à l'unanimité moins 4 abstentions.

Rouen le 4 octobre 2016.